



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 12 au 18 Mai 2023

En bref

La Banque centrale du Mexique (Banxico) maintient le taux d'intérêt directeur à 11,25 %. Le 18 mai 2023, le Conseil des gouverneurs a annoncé la suspension de son cycle de hausse, lequel avait débuté en juin 2021. Depuis lors, le taux d'intérêt a connu une augmentation totale de 725 pdb, en 15 mouvements, passant de 4 à 11,25 %. Avec cette décision, Banxico se dissocie une nouvelle fois de la Réserve fédérale américaine, qui avait relevé son taux de référence de 25 pdb au début du mois retrouvant ainsi un différentiel de taux à 600 pdb. Pour rappel, le découplage entre les deux institutions a débuté en février dernier, avec une hausse de 50 pdb pour le Mexique et de 25 pdb pour la Fed.

**LE CHIFFRE À
RETENIR**

11,25 %

Taux d'intérêt directeur de
la Banque centrale du
Mexique au 18 mai 2023.

Zoom sur

Le rapport sur les prix de l'alimentation en mars 2023 du Système d'Intégration Centroaméricain indique que pour 4 des 7 économies de la région l'inflation s'établit à des niveaux inférieurs en mars 2023 par rapport à mars 2022 (Costa Rica, El Salvador, Panama et République Dominicaine). L'inflation serait de 10,4 % au Nicaragua en mars 2023, 9,1 % au Honduras et 8,7 % au Guatemala (+4,5 pp en g.a.), (voir Tableau 1 en annexe).

Le rapport précise que les taux d'inflation pour les produits alimentaires dans les pays membres (à l'exception de la République Dominicaine) atteindraient des niveaux supérieurs en mars 2023 par rapport à mars 2022. Ils s'établiraient entre 4,9 % pour le Panama et 15,8 % au Honduras en mars 2023 (voir Tableau 2 en annexe).

L'inflation annuelle du panier alimentaire de base (CBA) atteindrait en moyenne 16 % en mars 2023 pour les 7 pays membres, un niveau supérieur au taux d'inflation générale (6,5 %) et au taux d'inflation des produits alimentaires (11,7 %). Le montant du CBA a augmenté de 34,9 % au Costa Rica, 22,1 % au Honduras, 15,5 % au Guatemala, 7,7 % au Panama et 4,0 % en République Dominicaine entre mars 2022 et mars 2023 (voir Tableau 3 en annexe).

Mexique

1. ÉCONOMIE

Selon l'indicateur ponctuel de l'activité économique de l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI), l'économie mexicaine aurait progressé de 0,4 % g.a en avril 2023. Après une baisse de 0,1 % g.a observée en mars, l'activité économique a enregistré sa meilleure progression en trois mois. Selon l'institut : (i) les activités secondaires ont progressé de 0,5 % g.a, contre -0,9 % g.a en mars ; (ii) les activités liées à l'exploitation minière et la construction ont augmenté de 1,7 % g.a en avril. ; (iii) les activités économiques concernant l'industrie des services et les transports ont enregistré une augmentation annuelle de 2,8 %.

JP Morgan prévoit une croissance du PIB de 2,5 % pour 2023, avec des risques haussiers. Il s'agit de la prévision de croissance la plus élevée de tous les acteurs du marché. En effet, selon JP Morgan, l'économie mexicaine dispose des conditions nécessaires pour un tel niveau de croissance, une prévision qui pourrait être relevée dans le cas où les flux d'investissement direct étranger, la demande globale et la vigueur de la consommation intérieure continueraient à se renforcer. Gabriel Lozano, économiste chez JP Morgan, a affirmé que l'investissement privé soutenait désormais de manière significative la croissance économique mexicaine, alors que la consommation avait longtemps été le fer de lance de la résilience économique. L'expert souligne que l'investissement productif privé s'accélère à des niveaux inattendus, et que les IDE devraient se stabiliser autour de 30 Mds USD cette année. Par ailleurs, les envois de fonds (4 % du PIB) et le tourisme ont joué un rôle important dans le renforcement de l'activité commerciale et de la consommation domestique. Pour 2024, l'économiste prévoit un moindre dynamisme de l'activité économique, soumise à un risque d'une politique d'austérité aux États-Unis. En effet, selon JP Morgan, le pays devrait enregistrer une

croissance du PIB de 1,1 % en 2024. Toutefois, deux facteurs pourraient contribuer à tempérer ce ralentissement : (i) des flux d'IDE dynamiques ; et (ii) des dépenses sociales publiques plus élevées (qui ont tendance à se produire au cours de la dernière année de gouvernement).

Le manque d'infrastructures, l'insécurité et la fourniture insuffisante de services tels que l'eau et l'électricité sont les principales préoccupations du secteur privé du pays, ce qui pourrait entraver le plein potentiel d'attraction des investissements dans le cadre du nearshoring. Selon le Président de la Confédération des chambres industrielles du Mexique, il est essentiel de garantir la sécurité juridique des investissements et de veiller à ce que les règles ne soient pas violées avant de sécuriser les ressources qui entrent dans le pays. Selon lui, l'industrie est prête à augmenter la part des produits fabriqués au Mexique, et souhaite disposer d'une quantité suffisante d'électricité provenant de sources propres. C'est pourquoi, le renforcement des infrastructures énergétiques, hydrauliques, douanières et de connectivité à court et à moyen terme pourrait donner un élan sans précédent aux opportunités déjà offertes, notamment dans les régions du nord.

Le taux de change continue de s'apprécier face au dollar, atteignant des niveaux inégalés depuis des années. Cette semaine, il s'est établi à 17,42 unités pour un dollar, son meilleur niveau depuis mai 2016, dopé par une possible pause de la Réserve fédérale américaine dans son cycle haussier. Cependant, des événements à la fois politiques et économiques pourraient mettre fin à cette tendance que connaît la monnaie mexicaine depuis plusieurs mois. Le peso pourrait, par exemple, perdre du terrain par rapport au billet vert si Joe Biden et les Républicains ne parviennent pas à un accord pour relever le plafond de la dette aux États-Unis. Ce scénario secouerait le peso mexicain mais aussi les marchés internationaux.

2. FINANCES PUBLIQUES

Selon le Service d'Administration Fiscal (SAT), au cours du T1 2023, la collecte de la TVA appliquée au commerce extérieur s'est élevée à 219 048 M MXN, soit une contraction de 4,7 % g.a en termes réels, en raison des effets de l'appréciation du peso par rapport au dollar. Cet impôt, obligatoire pour toutes les personnes physiques et morales qui réalisent des opérations de commerce extérieur, avait enregistré une augmentation annuelle de 15,5 % en termes réels au T1 2022. Or, cette année, le niveau du *super peso* affecte les recettes de TVA du commerce extérieur, contribuant à hauteur de 75 % à l'ensemble de la collecte de la TVA par le SAT. En effet, lorsque le peso s'apprécie par rapport au dollar, la transaction devient moins onéreuse, et la taxe moins élevée. De fait, du 1^{er} janvier au 31 mars 2023, le peso s'est apprécié de 7,47 % par rapport au dollar, et de 9,89 % du 1^{er} janvier au 17 mai.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

L'un des plus grands investisseurs obligataires au monde, Pacific Investment Management, limite son exposition à la dette de l'entreprise pétrolière PEMEX, craignant que le soutien du gouvernement à la compagnie publique ne se tarisse après le départ du président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) en 2024. Pacific Investment Management, qui gère environ 1,8 Mds USD d'actifs, sous-pondère les obligations de PEMEX et détient des expositions à courtes échéances. Depuis son arrivée au pouvoir, AMLO a réduit la charge fiscale de PEMEX, via des injections de liquidités. Selon les données compilées par Bloomberg, la dette de Pemex a entraîné des pertes de 2 % pour les investisseurs au cours du mois dernier, contre un rendement moyen de 0,4 % pour les obligations d'entreprises d'Amérique latine.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 27/04
Bourse (IPC)	-0,84%	+7 %	55 067 points
Change MXN/USD	0,74%	-11,5 %	17,73
Change MXN/EUR	-0,62%	-8,2 %	19,10
Prix du baril mexicain	-0,11%	-40,4 %	64,29

Amérique centrale

A l'unanimité lors de leur assemblée générale annuelle, les gouverneurs de la BCIE ont voté la non-réélection de Dante Mossi comme président de l'institution. Cette décision a été prise sur proposition conjointe des cinq pays fondateurs et soutenue à l'unanimité par tous les membres de l'institution. Le hondurien Dante Mossi conservera son poste de Président jusqu'au 1^{er} décembre 2023, son mandat de 5 ans ayant été initié en décembre 2018. Ces derniers mois, il avait été la cible de nombreuses critiques de la part des opposants au régime nicaraguayen, pour son soutien financier au régime d'Ortega. Au cours des cinq dernières années, la BCIE a financé le régime nicaraguayen à hauteur de 3,5 Mds USD, soit le budget annuel de l'Etat du Nicaragua.

1. GUATEMALA

A fin avril 2023, les flux de remesas vers le Guatemala ont totalisé 5,98 Mds USD, en hausse de 9,8 % par rapport à la même période en 2022. Au mois d'avril uniquement, ces flux s'élevaient à 1,55 Md USD. La Banque centrale estime que les remesas totaliseront 19,4 Mds USD d'ici la fin de l'année, en hausse de 7,5% par rapport à 2022.

Près de 60 M de quintaux de sucre ont été récoltés au cours de l'exercice 2022-2023, selon les estimations de l'association nationale des sucriers Asazgua. Ce niveau est identique à celui de l'exercice précédent, et dans la moyenne des 5 dernières années de 60 M de quintaux. En 2022, les exportations de sucre s'élevaient à 796 M USD, en hausse de 56 % par rapport à 2021, par effet prix principalement. Cette année-là, 40 % de la production de sucre s'était écoulée sur le marché local et 60 % était destinée à l'exportation. La prochaine récolte 2023-2024 débutera en novembre cette année et s'achèvera en mai 2024.

Malgré les hausses successives du taux directeur par la Banque centrale, le total des crédits octroyés au secteur privé connaît une croissance interannuelle de 15,45 % à fin avril. Selon les données de la Surintendance des banques (SIB), le portefeuille des crédits bancaires s'élevait à 35,8 Mds USD à la fin du mois d'avril. Les crédits à la consommation plus particulièrement ont connu une forte croissance, s'élevant à 25,8 % à fin avril. C'est pourtant les crédits où les taux d'intérêts pratiqués par les banques sont les plus élevés, à 25,2 % en moyenne dans l'ensemble du système bancaire, contre 6,6 % pour les crédits aux grandes entreprises par exemple. En moyenne ces 10 dernières années, la croissance annuelle des crédits accordés au secteur privé par les banques commerciales s'élevait à 9 %.

2. EL SAVADOR

Seuls 3 salvadoriens sur 10 épargnent pour la retraite, selon une étude de l'Université Francisco Gavidia. Plus précisément, l'étude indique que 23,7 % des salvadoriens cotisent à l'un des deux fonds de pension (AFP), Confia et Crecer, 5 % cotisent à l'Institut national de sécurité sociale (IGGS), 0,9 % à l'Institut salvadorien des pensions (Inpep) et 0,3 % à l'Institut social des pensions des forces armées (IPSA). L'étude attribue cette faible performance à la prédominance de l'informalité dans l'économie, touchant principalement les micros et petites entreprises, dont 95 % d'entre elles appartiendraient au secteur informel.

Depuis le 15 mai, l'accord commercial avec El Salvador, entré en vigueur en 2017, est officiellement suspendu par Taïwan, 5 ans après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. En août 2018, le gouvernement salvadorien avait rompu les relations diplomatiques avec Taïwan en accord avec le principe d'une seule Chine promu par Pékin. Pourtant, un an auparavant, en 2017, l'accord commercial entre l'île, El Salvador et le Honduras venait d'entrer en vigueur. En 2018, les échanges commerciaux entre les deux pays s'élevaient à 170 M USD, contre 150 M USD en 2022.

Selon la Banque centrale, le taux de chômage est passé de 6,3 % en 2021 à 5 % en 2022. Ainsi en 2022, sur une population active évaluée à 2,9 M de personnes, 151 350 étaient au chômage, contre 200 900 personnes en 2020. Cette dynamique est principalement liée à la reprise post-covid, la pandémie ayant provoqué une hausse conjoncturelle du chômage. A noter qu'en 2022, le taux de chômage était légèrement plus élevé pour les hommes (5 %) que pour les femmes (5,2 %).

3. HONDURAS

Le Congrès a approuvé l'adhésion du Honduras à la banque régionale de développement CAF (Corporacion Andino de Fomento). Cette adhésion permettra de débloquer de nouvelles sources de financement, tant pour les acteurs publics que privés. En 2022, la CAF a approuvé 305 nouvelles opérations de prêts et coopérations techniques, pour une valeur totale de 14,1 Mds USD, à des taux d'intérêt variant entre 5 et 7 %, généralement plus élevés que les taux des autres banques multilatérales opérant dans la région. Dans la région centroaméricaine, El Salvador, le Costa Rica et le Panama sont déjà membres de la CAF, ayant rejoint l'institution respectivement en 2022, 2002 et 1997. Pour son adhésion, le gouvernement hondurien devra payer 470 M USD de quota d'adhésion, somme payable sous 10 ans.

A fin avril, seul 23,2 % du budget 2023 a été exécuté. Ce budget, d'un montant total de 15,94 Mds USD et représentant 47 % du PIB, était dédié à 22 % aux dépenses d'investissement et à 20,3 % au service de la dette.

4. PANAMA

L'Association panaméenne des assureurs (APADEA) a indiqué que le montant des primes émises au 31 mars 2023 atteint 452 M USD, en hausse de 10,2 % par rapport à la même période en 2022. L'APADEA estime que cette hausse du secteur de l'assurance est liée à la reprise économique et à une demande croissante, en particulier pour les assurances vie et les assurances santé. Le rapport de l'APADEA indique aussi que les assureurs ont indemnisé à hauteur de 268 M USD les assurés sur les trois premiers mois 2023 faisant face à une hausse de 12,4 points en g.a. de la sinistralité (59,4 % en mars 2023). Cette augmentation est liée à la hausse de 16,6 % du montant total des sinistres automobiles (43,6 M USD) et par le retour des dépenses de santé « non essentielles » retardées par la pandémie.

La Zone Libre de Colon a enregistré 9,48 Mds USD de flux commerciaux entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 2023, en hausse 39 % par rapport à la même période en 2022. Cette hausse se justifie principalement par le rattrapage des réexportations, elles atteignent 5,34 Mds USD sur les quatre premiers mois 2023, + 53,2 % par rapport à la même période en 2022. Le niveau des importations est inchangé à 3,31 Mds USD. 33,9 % des importations sont originaires de l'Union Européenne, 27,7 % de Chine Continentale devant les États-Unis (8,2 %), le Vietnam (2,6 %), le Mexique (2,6 %) et Hong Kong (2,4 %). Les réexportations sont à destination de l'Union Européenne (21 %), du marché domestique panaméen (10 %), de la Chine (9,3 %), du Costa Rica (5,5 %) et du Venezuela (5,4 %).

Le Programme Maladie et Maternité de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS) afficherait un déficit de 541,1 M USD, soit 23,4 % des dépenses prévues

pour ce programme en 2024. Alors que les recettes du programme atteindraient 1,73 Mds USD (96 % issues des cotisations salariales et patronales) en 2024, la CSS devrait utiliser ses ressources propres pour financer 156 M USD de dépenses courantes et 384 M USD d'investissements manquants. Les difficultés de récupération du marché du travail formel justifient en partie ces déséquilibres. En 2022, le Ministère du Travail et du Développement de l'Emploi a enregistré une baisse de 39 % de la création d'emplois formels par rapport à 2019.

Un tribunal de Miami a statué que l'Autorité du Canal de Panama devait payer 35 M USD au consortium en charge de l'élargissement du Canal et de la construction du troisième jeu d'écluses du Canal (Grupo Unidos por el Canal) pour rembourser les coûts de main d'œuvre sous-évalués.

5. NICARAGUA

Seul 5 % des dons programmés pour cette année dans le budget du Nicaragua ont été exécutés à la fin du premier trimestre, reflétant la difficulté du gouvernement de Daniel Ortega à obtenir des décaissements de la part des donateurs. Selon le Ministère des Finances et du Crédit public, le gouvernement a décaissé uniquement 1,4 M USD de dons sur les 27,8 M USD prévus par les bailleurs de fonds. Les trois plus grands donateurs cette année-là, l'Union Européenne (6,1 M USD), le Programme Alimentaire Mondial (6 M USD) et la BID (5,6 M USD), ont chacun respectivement décaissé 1,3 %, 5,5 % et 1,4 % de ces dons. A la même période l'année dernière, 17,4 % des fonds totaux des donateurs avaient été décaissés.

Depuis l'entrée en vigueur du DR-CAFTA en 2006, les exportations du Nicaragua vers les États-Unis ont presque quadruplé, passant de 1,5 à 5,7 Mds USD. En 2022, 61 % des exportations du Nicaragua étaient destinées aux États-Unis, soit 5,7 Mds USD. Ces exportations sont en hausse de 23 % par rapport à 2021, où elles s'élevaient à 4,7 Mds USD.

6. COSTA RICA

La Banque Centrale précise que la chute du salaire réel (prise en compte de l'inflation) rend compte d'une baisse de 6 % du pouvoir d'achat des travailleurs costariciens entre février 2022 et février 2023. Le salaire réel moyen (salaire nominal déflaté) atteindrait 731 EUR en février 2023 contre 777 EUR un an plus tôt. La Banque centrale estime que l'augmentation des prix est la principale cause de cette chute du pouvoir d'achat et souligne que les défauts du marché du travail aggravent la situation, la forte demande de travail conduit le patronat à proposer des salaires bas.

Le projet de budget 2024 contiendrait une baisse de 10 Mds de CRC (soit 17,23 M EUR) des dépenses prévues pour le système judiciaire. Selon le Président de la Cour Suprême de Justice, cette baisse de 2,1 % du budget de la Justice conduirait à des fermetures de services.

Caraïbes

1. CUBA

Des représentants du secteur privé cubain demandent au président Joe Biden de soutenir leur activité commerciale à Cuba. Plus de 7.000 travailleurs indépendants, représentant près de 200 petites et moyennes entreprises à Cuba, ont envoyé une lettre au président américain Joe Biden pour lui demander d'honorer son engagement à soutenir le secteur privé sur l'île. Les entrepreneurs, ayant une activité dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, la construction ou le transport, demandent notamment l'accès à des visas ou la possibilité d'ouverture de comptes bancaires aux États-Unis. En mai 2022, Joe Biden avait promis d'"encourager la croissance du secteur privé" sur l'île en soutenant les "entrepreneurs cubains indépendants". Tous secteurs confondus, Cuba compte près de 550.000 travailleurs indépendants, 7.550 PME et environ 5.000 coopératives.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Avec 4 Mds USD d'investissements directs étrangers (IDE) reçus en 2022, la République dominicaine a attiré près de 35 % des flux d'investissement de la zone Amérique centrale. Selon les chiffres de la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), cela représente une croissance de 25,5 % par rapport à l'année précédente (+ 813,6 M USD). Les IDE se concentrent principalement sur le secteur du tourisme, dépassant le milliard de dollars pour la première fois en 2022. Par ailleurs, le secteur de l'énergie a enregistré la plus forte croissance absolue, avec 475,2 M USD supplémentaires en 2022, atteignant un total de 753,4 M USD. Concernant la provenance de ces IDE, les États-Unis sont à l'origine de 1 520,9 M USD des IDE reçus en 2022, soit la plus importante contribution. Le Brésil, quant à lui, a émis 109,5 M USD d'IDE à destination de la République dominicaine : c'est croissance la plus importante en valeur absolue (+ 303 M USD).

3. CARAÏBES ORIENTALES

Air Peace, une compagnie aérienne nigérienne qui assure la connexion entre le Ghana/le Nigéria et Antigua et Barbuda, va acquérir 70 % de la compagnie aérienne caribéenne LIAT 2020 en difficulté depuis la pandémie de COVID 19. Le Premier Ministre d'Antigua a annoncé que la LIAT 2020, après avoir vu sa flotte diminuer de 12 à 3 avions en 2020, devrait reconstituer une flotte de 6 avions et développer une offre rentable dans les prochains mois avec la finalisation d'un certificat d'exploitation aérienne.

4. BARBADE

Le FMI a conclu un accord avec la Barbade sur la première révision de l'arrangement au titre du mécanisme élargi de crédit (EFF) et l'arrangement au titre de la facilité pour la résilience et la soutenabilité (RST). Cet accord permettrait de débloquer 19 M USD pour l'accord RSF et 19 M USD pour l'accord EFF. Le FMI indique que la croissance du PIB devrait permettre à l'économie barbadienne de

retrouver en 2023 son niveau prépandémique. Toutes les attentes prévues pour mars 2023 par le plan de relance et de transformation ont été atteintes. Le pays a enregistré un excédent budgétaire primaire de 2,5 % du PIB pour l'année fiscale 2022/23, et devrait dégager un excédent budgétaire primaire de 3,5 % du PIB pour l'année fiscale 2023/24. Ces résultats permettraient à l'île d'atteindre son objectif en matière de réduction de la dette publique en passant sous les 60 % de PIB pour l'année fiscale 2035/36. Les réserves internationales de la Barbade ont atteint fin mars 2023 1,6 Md USD permettant de couvrir 7,9 mois d'importations.

5. DOMINIQUE

La déclaration des services du FMI suite aux consultations d'avril 2023 au titre de l'Article IV indique que l'économie dominiquaise connaît une forte croissance mais est confrontée au choc inflationniste et aux conséquences des aléas climatiques. La croissance du PIB a été de 6,9 % en 2021 et de 5,7 % en 2022. Elle est soutenue par la reprise du secteur de la construction, le tourisme, l'augmentation de la production agricole et le programme de citoyenneté par investissement (CBI) qui représente des recettes équivalentes à 30 % du PIB. La croissance devrait rester supérieure à 4,5 % en 2023 et 2024. L'inflation a atteint 7,5 % en g.a en 2022, néanmoins le gouvernement a essayé de limiter son niveau en mettant en place des subventions aux carburants, des exonérations de droits de douane et une réduction de la TVA sur l'électricité. Le déficit public reste très élevé à 28 % du PIB en 2022, la dette a reculé pour atteindre 107 % du PIB. Les services du FMI ont souligné la bonne liquidité et les réserves suffisantes de capital du secteur financier et ont recommandé à l'île d'accompagner la diversification de son économie, de réduire sa dépendance budgétaire au CBI, de renforcer le système de protection social du pays et d'accompagner prudemment l'accès au crédit pour le secteur privé.

-Annexe « Zoom sur »-

	<u>2021</u>	<u>2022</u>	<u>2023</u>
Costa Rica	<u>0,5</u>	<u>5,8</u>	<u>4,4</u>
El Salvador	<u>1,8</u>	<u>6,7</u>	<u>6,1</u>
Guatemala	<u>5,8</u>	<u>4,2</u>	<u>8,7</u>
Honduras	<u>3,9</u>	<u>7,0</u>	<u>9,1</u>
Nicaragua	<u>4,1</u>	<u>8,7</u>	<u>10,4</u>
Panama	<u>0,3</u>	<u>3,2</u>	<u>1,3</u>
République Dominicaine	<u>8,3</u>	<u>9,1</u>	<u>5,9</u>

Tableau 1 : Indice des prix à la consommation (taux d'inflation général en % – mars de chaque année civile)

	<u>2021</u>	<u>2022</u>	<u>2023</u>
Costa Rica	<u>0,5</u>	<u>9,6</u>	<u>12,3</u>
El Salvador	<u>1,2</u>	<u>9,8</u>	<u>11,6</u>
Guatemala	<u>8,8</u>	<u>4,9</u>	<u>14,7</u>
Honduras	<u>3,3</u>	<u>9,0</u>	<u>15,8</u>
Nicaragua	<u>5,5</u>	<u>13,7</u>	<u>13,9</u>
Panama	<u>1,5</u>	<u>2,7</u>	<u>4,9</u>
République Dominicaine	<u>9,1</u>	<u>11,6</u>	<u>8,8</u>

Tableau 2 : Indice des prix à la consommation (taux d'inflation de l'alimentation en % – mars de chaque année civile)

	<u>2022</u>	<u>2023</u>	<u>Variation en (%)</u>
Costa Rica	<u>287,56</u>	<u>387,97</u>	<u>34,9</u>
El Salvador	<u>220,95</u>	<u>249,09</u>	<u>12,7</u>
Guatemala	<u>414,80</u>	<u>479,23</u>	<u>15,5</u>
Honduras	<u>335,31</u>	<u>409,48</u>	<u>22,1</u>
Nicaragua	<u>324,75</u>	<u>373,15</u>	<u>15,0</u>
Panama	<u>316,74</u>	<u>341,27</u>	<u>7,7</u>
République Dominicaine	<u>751,46</u>	<u>781,25</u>	<u>4,0</u>

Tableau 3 : Panier alimentaire de base (montant en USD -mars de chaque année civile)

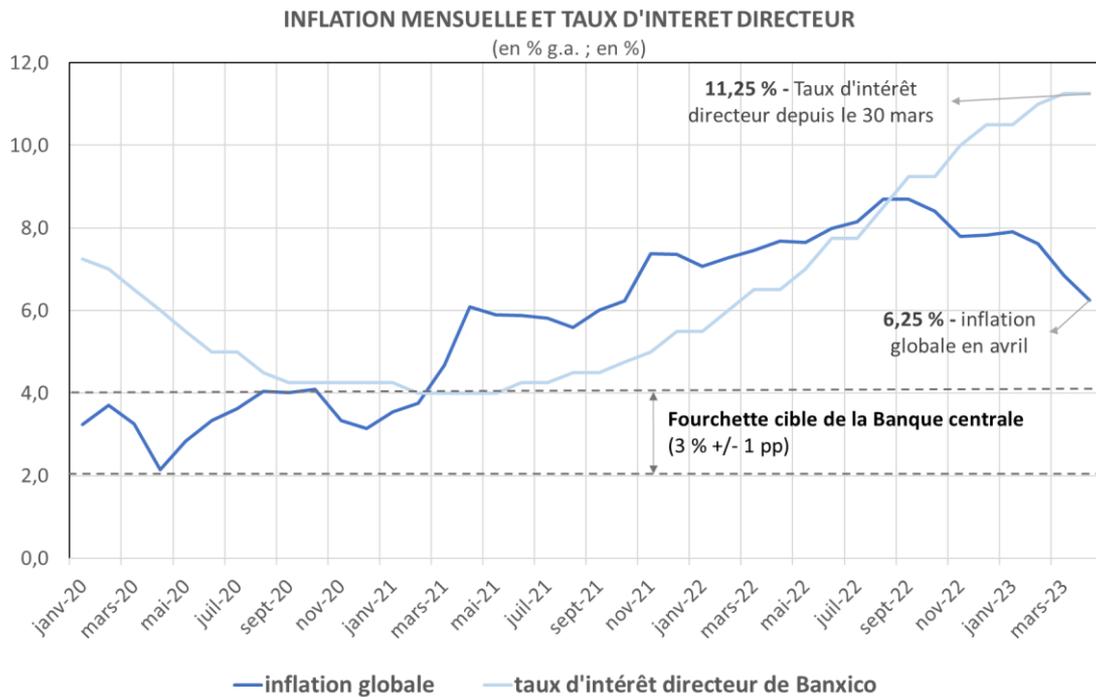
Source: Secrétariat exécutif du Conseil Monétaire Centraméricain – Système d'Intégration Centroaméricain.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	9,00 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

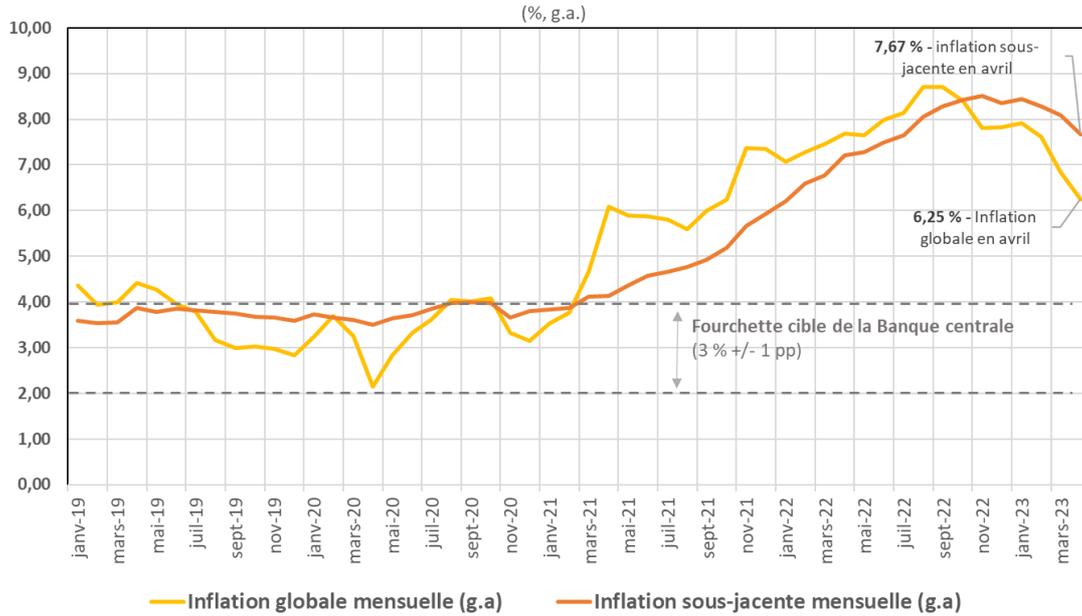
Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

–Annexe Graphique – Mexique –



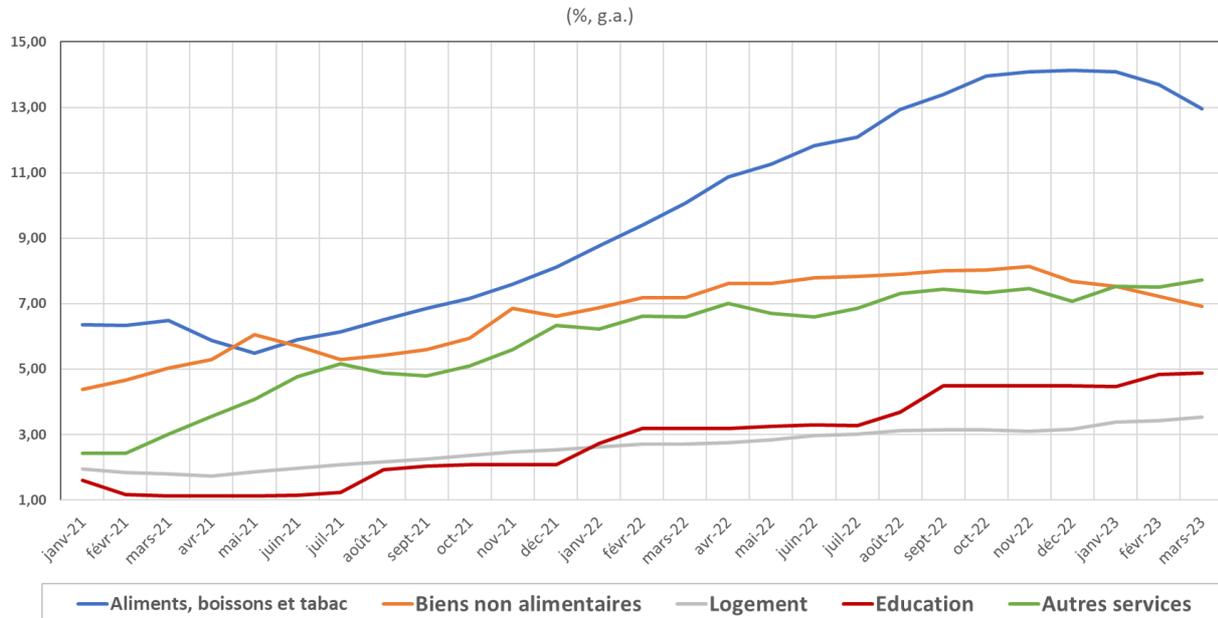
Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

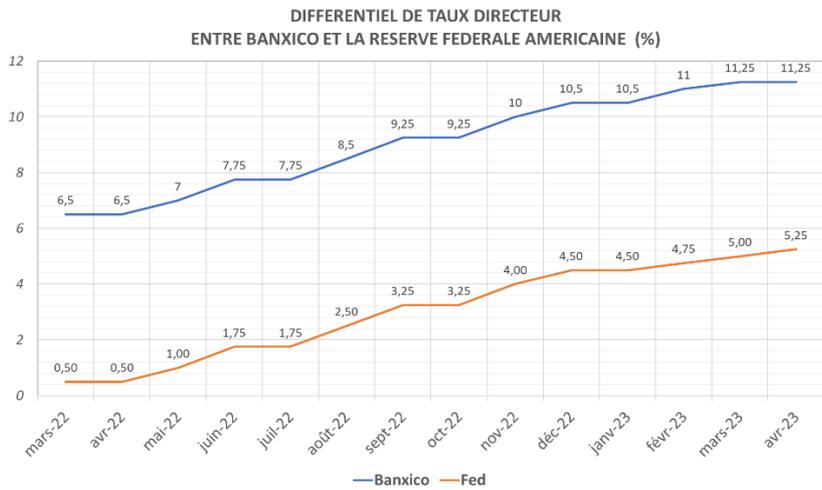


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION

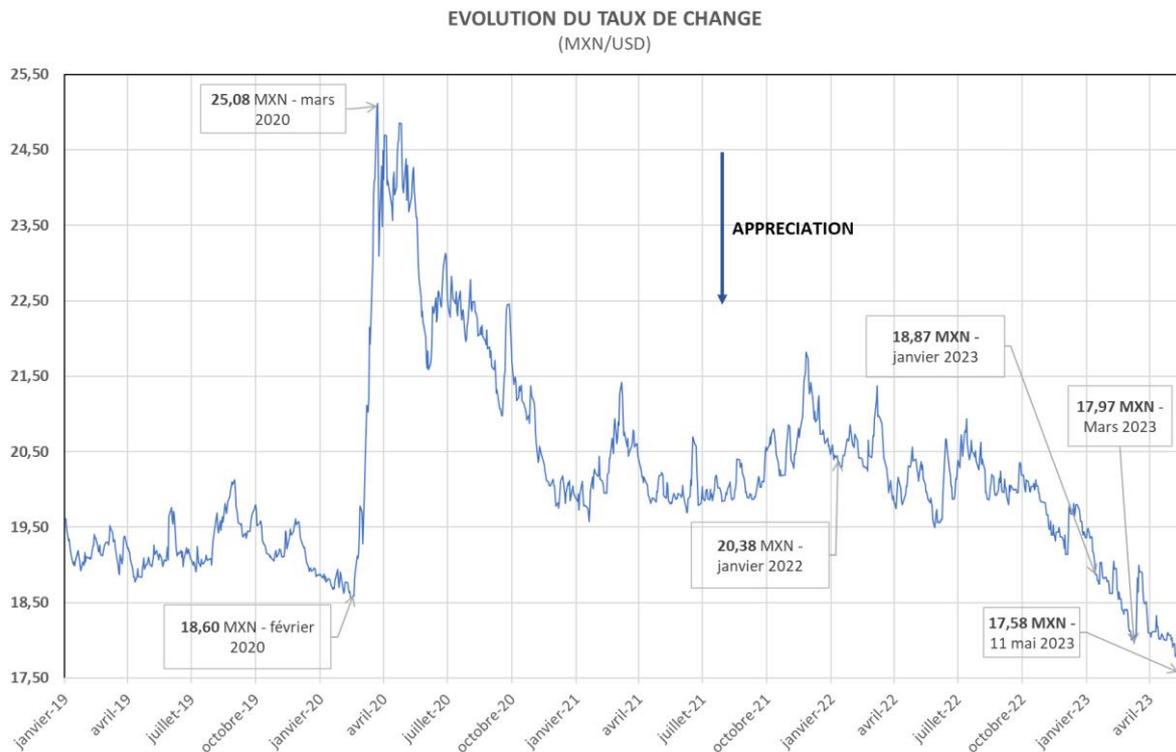


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



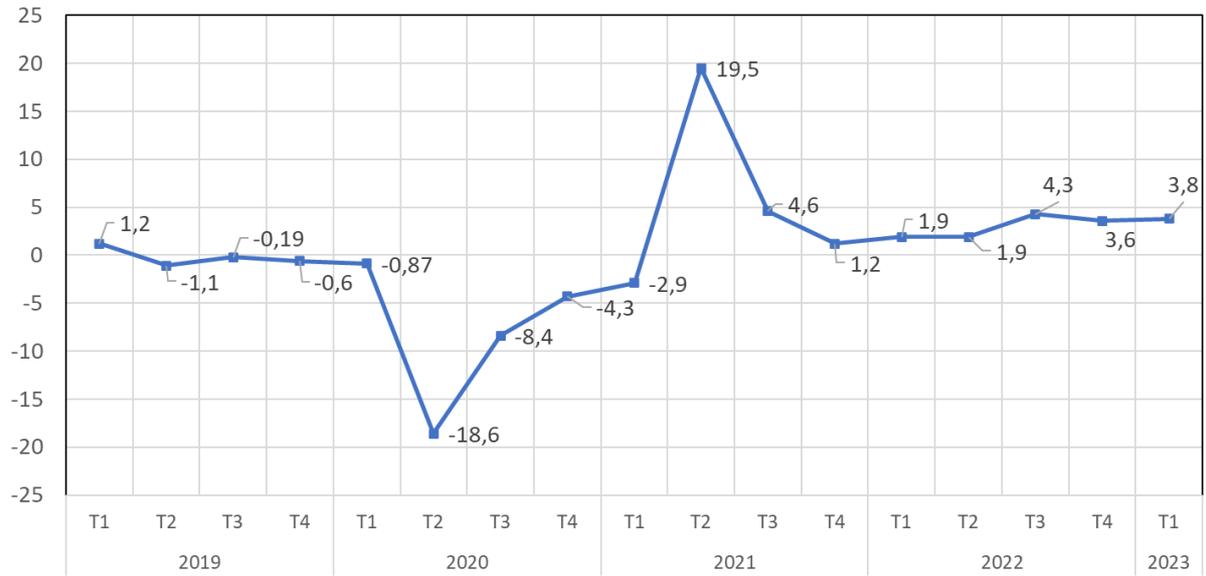
date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,5	0,50	600
avr-22	6,5	0,50	600
mai-22	7	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,5	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10	4,00	600
déc-22	10,5	4,50	600
janv-23	10,5	4,50	600
févr-23	11	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,25	600

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine



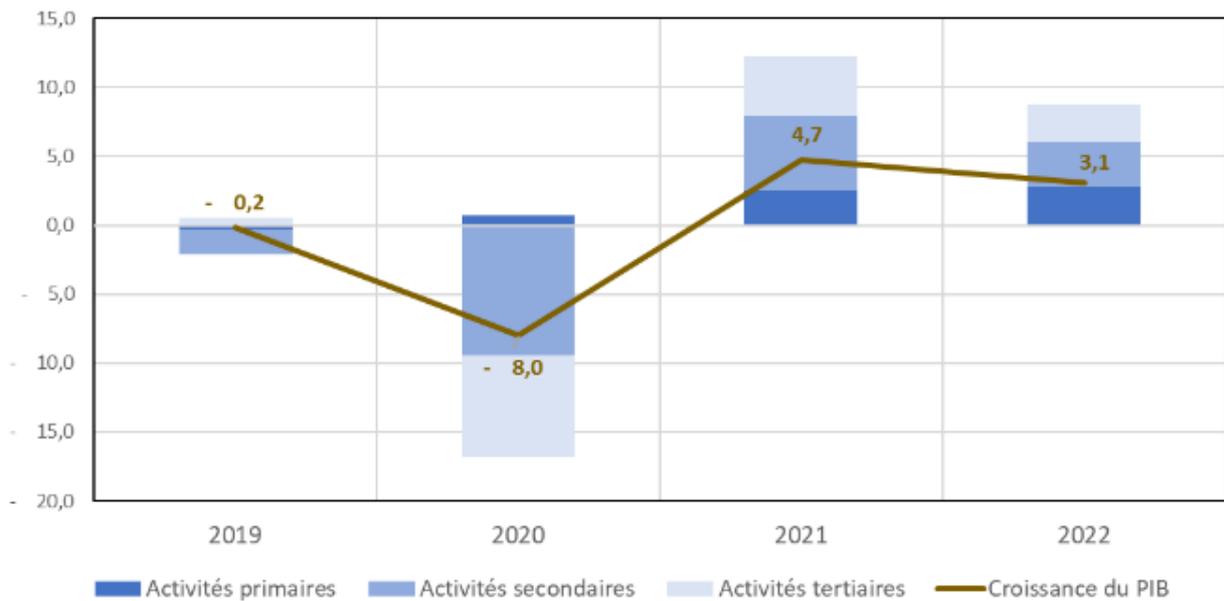
Source : Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB
(%, glissement annuel)



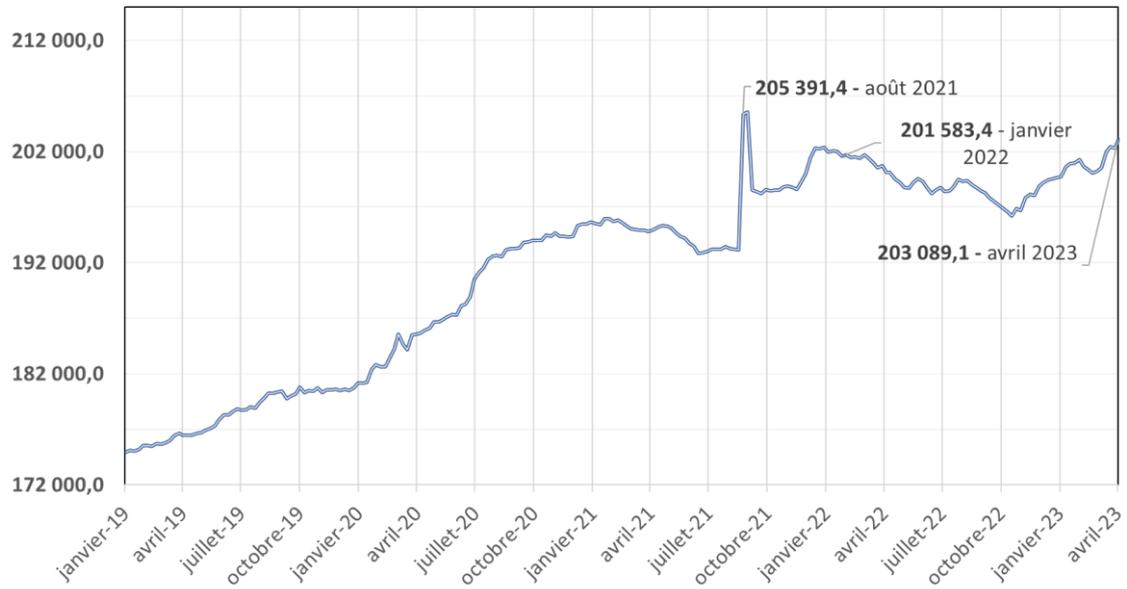
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES
(%, g.a.)



Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique